

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 20

Objet de la délibération: Direction
Mobilité Déplacements Transports -
Etudes et réalisations de déviations et
protection des installations et réseaux
enterrés avec Orange - Avenant n°1 à la
convention

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2018.063

Date de la convocation :

Le 06/03/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 MARS 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 MARS 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 12 mars 2018

L'an deux mil dix-huit et le 12 mars à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

PROCURATION :

Richard RIBERO à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Jean-Bernard MION, Joseph LE CHAPELAIN, Claude BERENGER

Monsieur OCCELLI,

La C.A.S.A est Maître d'Ouvrage de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service sur les communes d'Antibes, de Biot, de Valbonne et de Vallauris.

Une ligne de Bus à haut Niveau de Service (BHNS) sera ainsi réalisée entre ces communes. Les aménagements réalisés permettront de garantir un service de transport en commun performant répondant à l'attente des usagers : fréquence élevée, rapidité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Par délibération n°CC.2013.067 en date du 3 avril 2013, la CASA a acté la déclaration de projet du Bus à Haut Niveau de Service entre Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 18 juin 2013.

Ce projet de BHNS n'est pas seulement un projet de transport, il comporte la requalification complète des voies utilisées avec un retraitement des espaces urbains traversés.

Le Maître d'œuvre de l'opération retenu par la CASA a procédé aux enquêtes réseaux et a rencontré les concessionnaires dont les ouvrages seront impactés par les travaux.

Par délibération n°BC.2014.293, une convention entre la C.A.S.A et la Société ORANGE a été conclue et a eu pour objet de fixer les modalités d'exécution et de financement des travaux de déplacement, de modification et de protection des réseaux exploités par la Société ORANGE sur le secteur 5 des Trois Moulins, les autres secteurs géographiques devant être ajoutés par avenant à ladite convention. Le coût total des travaux à la charge de la Société ORANGE sur le secteur 5 des Trois Moulins était estimé à 62 175€HT.

Conformément aux dispositions de la convention, il est proposé d'approuver l'avenant n°1 dont le projet est joint en annexe à la présente. Cet avenant n°1 a pour objet de définir les modalités, les conditions de réalisation et de financement des Etudes et des Travaux de dévoiement des réseaux de la Société ORANGE nécessités par le projet de BHNS Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris, sur les secteurs 10 rue des Cistes.

La Société ORANGE s'engage à financer les travaux prévus à l'annexe n°1, jointe à la présente, pour un montant maximum de 87 015,00 € HT.

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention relative aux études et réalisations de déviations et protection des installations et réseaux enterrés entre la C.A.S.A et ORANGE, les crédits correspondant étant prévus au Budget Principal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1 à la convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention relative aux études et réalisations de déviations et protection des installations et réseaux enterrés entre la C.A.S.A et ORANGE, les crédits correspondant étant prévus au Budget Principal ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°1 à la convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 12 mars 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



**REALISATION D'UNE LIGNE DE BUS A HAUT NIVEAU DE SERVICE SUR LES
COMMUNES D'ANTIBES, BIOT,
VALBONNE et VALLAURIS**

**AVENANT N°1 A LA CONVENTION SIGNEE EN DATE DU 5 FEVRIER 2015
RELATIVE AUX ETUDES ET REALISATIONS DE DEVIATIONS ET PROTECTION DES
INSTALLATIONS ET RESEAUX ENTERRES SUR LES SECTEURS 10 DE
L'OPERATION**

Entre :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par son Président **Monsieur Jean LEONETTI**, en vertu de la délibération n°..... de son Bureau Communautaire du 12 mars 2018,

Désignée ci-après C.A.S.A d'une part,

Et :

ORANGE,

Société Anonyme au capital de 10.640.226.396 Euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 380 129 866 RCS Paris,
ayant son siège social au 78, rue Olivier de Serres, 75015 Paris Cedex 15, domiciliée pour les présentes en son Unité de Pilotage Réseau Sud Est, située Buoparc, Bt H, 18-24 rue Jacques Réattu, 13009 MARSEILLE, représentée par Madame Nejma OUADI, Directrice de l'Unité de Pilotage Réseau Sud Est,

Désignée ci-après sous la dénomination « ORANGE » d'autre part,

Et collectivement désignées sous la dénomination « les parties ».

PREAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est Maître d'Ouvrage de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service sur les communes d'Antibes, de Biot, de Valbonne et de Vallauris.

Une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) sera ainsi créée entre ces sites ; les aménagements réalisés permettront de garantir un service de transport en commun performant répondant à l'attente des usagers : fréquence élevée, rapidité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Par délibération en date du 3 avril 2013, la C.A.S.A a acté la déclaration de projet du Bus à Haut Niveau de Service entre Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris. Le projet a été déclaré d'utilité publique le 18 juin 2013.

Ce projet de BHNS n'est pas seulement un projet de transport, il comporte la requalification complète des voies utilisées avec un retraitement des espaces urbains traversés.

Le Maître d'œuvre de l'opération retenu par la C.A.S.A a procédé aux enquêtes réseaux et a rencontré les concessionnaires dont les ouvrages seront impactés par les travaux.

A cet effet, ORANGE a fourni les plans des réseaux de télécommunications des secteurs 10 sous sa responsabilité implantés dans le périmètre du projet de BHNS ;
Les autres secteurs concernés seront fournis au fil de l'eau et feront l'objet d'autre(s) avenant(s).

Après analyse des plans des secteurs 10 rue des Cistes, et validation par ORANGE, le Maître d'œuvre a constaté qu'une partie du réseau d'ORANGE était impacté par le projet de BHNS.

Une proposition de principe de dévoiement a été présentée par le Maître d'Œuvre de la C.A.S.A à ORANGE, par envoi de courrier et CD le 28 septembre 2015, et évoquées lors de réunions tenues les 13 octobre et 14 décembre 2015 sous MOE ARTELIA,
De nouvelles propositions ont été évoquées lors de la réunion du 29 novembre 2016, du 28 juin et 28 juillet 2017, par la nouvelle MOE EGIS

La réalisation du projet de BHNS nécessite qu'il soit procédé au déplacement d'une partie des installations et réseaux enterrés afin de les rendre compatibles avec :

- La réalisation de la plate-forme du BHNS,
- L'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public,
- La réalisation ou le réaménagement des voiries dans le périmètre du projet.

Vu :

- le code de la voirie routière : il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION

Le présent avenant n°1 entre la C.A.S.A et ORANGE a pour objet de définir les modalités et les conditions de réalisation et de financement des Etudes et des Travaux de dévoiement des réseaux de ORANGE nécessités par le projet de BHNS Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris, sur les secteurs 10 rue des Cistes.

La C.A.S.A et ORANGE s'engagent par une concertation le plus en amont possible à faire tous leurs efforts pour réduire au strict nécessaire le coût des déplacements de réseaux, en adoptant les solutions techniques et financières les plus appropriées.

Le périmètre des travaux de dévoiement sur les secteurs 10 est décrit en Annexe 3, périmètre du présent avenant.

ARTICLE 2 - MAITRISE D'OUVRAGE ET MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE DEVIATION DES RESEAUX

La C.A.S.A est Maitre d'Ouvrage concernant :

- **La réalisation de la plate-forme BHNS**
- **L'exploitation du réseau de transport en commun sur le domaine public**
- **La réalisation ou le réaménagement des voiries dans le périmètre du projet.**

ORANGE est Maitre d'Ouvrage des travaux de dévoiement de ses réseaux.

A ce titre, il exercera la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre des travaux de dévoiement rendus nécessaires et notamment :

- **les déplacements pour libérer l'emprise reconnue nécessaire à la plate-forme BHNS,**
- **aux déplacements éventuels liés aux aménagements de la voirie et de la sécurité,**
- **à l'anticipation des extensions à court, moyen et long terme de ses installations et réseaux dans le périmètre du projet.**

Néanmoins, pour des contraintes de complexité technique ou de planning, il est convenu entre les parties que la maîtrise d'ouvrage sur les travaux de génie civil lié au dévoiement, est confiée à la C.A.S.A (cf. article 5.1).

La Collectivité, en exécution de la mission confiée par ORANGE, assure la pose en souterrain des installations de communications électroniques en domaine public routier (missions décrites ci-dessous).

Les travaux devront être réalisés par une entreprise certifiée ou agréée par ORANGE ; à défaut l'entreprise chargée des travaux devra posséder les connaissances nécessaires à la construction des installations de communications électroniques. La pose est réalisée conformément aux spécifications techniques d'ORANGE, contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP1593 (cahier des clauses techniques particulières) édition en vigueur.

Les matériels utilisés doivent être conformes aux spécifications visées au CCTP1593 précité ; document à disposition, sur demande, auprès de ORANGE.

Un procès-verbal de réception des installations sera établi par ORANGE à l'issue des travaux.

2.2 - Maitrise d'ouvrage de la tranchée

La Collectivité assure la Maitrise d'ouvrage déléguée pour la tranchée, elle réalise ou fait réaliser la tranchée, ou la partie nécessaire de tranchée aux installations de communications électroniques.

La Collectivité fournit le matériel nécessaire aux installations de communications électroniques (fourreaux, corps de chambres préfabriqués, cadres et tampons), ainsi que divers petits matériels (colle, grillage-avertisseur, bouchons, peignes, coudes grand rayon, etc.) relatifs au génie civil.

ORANGE assure directement la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de tous les travaux de câblage (tirage et raccordement en souterrain des câbles et dépose du réseau aérien correspondant).

2.3 - Réalisation des installations sur le domaine public routier

La date de début des travaux est communiquée à Orange au moins dix jours à l'avance.

La Collectivité s'assure du bon déroulement des travaux conformément au projet et aux règles de l'art.

Orange peut participer aux réunions de coordination des travaux ainsi qu'aux réunions de chantier.

ARTICLE 3 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

L'opération est soumise aux dispositions légales et réglementaires relatives aux obligations de désignation et de rémunération d'un coordonnateur général en matière de sécurité et de protection de la santé (articles L.4531-4 et suivants et R.4532-1 et suivants du code du travail).

La C.A.S.A en tant que Maître d'Ouvrage déléguée, prendra toutes les mesures nécessaires au respect de la réglementation ci-dessus.

Ce dispositif n'exonère en rien les différents maîtres d'ouvrage et les entreprises du respect des obligations réglementaires en matière de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, notamment des décrets n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au Guichet Unique et n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT), obligations codifiées dans le Code de l'Environnement.

Dans le cas de co-activité, le coordonnateur de l'occupant devra assurer la liaison avec le coordonnateur du maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux du BHNS.

ARTICLE 4 - METHODOLOGIE

La C.A.S.A et ORANGE s'engagent à se rencontrer pour rechercher les meilleures solutions techniques et économiques, à l'occasion de revues de projets des déplacements ou de modifications des réseaux dont ORANGE est tenue informé à l'avance par le Maître d'œuvre de la C.A.S.A.

4.1 Etudes

En préalable à la réalisation des travaux, le Maître d'œuvre de la C.A.S.A a réalisé un levé topographique et un fond de plan au 1/200ème au format DWG du périmètre du « projet de BHNS Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris ». Ce fond de plan a été mis à la disposition de ORANGE.

Sur le périmètre du projet, le Maître d'œuvre a réalisé un plan de synthèse des réseaux existants appartenant aux différents occupants sur la base des éléments transmis par chacun d'entre eux. Ce plan a été transmis à chaque occupant sur le secteur 10 qui a été validé par ORANGE.

La C.A.S.A réalisera également la reconnaissance du positionnement des réseaux et communiquera les résultats à ORANGE.

Les propositions de déplacement ou de protection des réseaux ont fait l'objet d'une analyse des zones de rencontre des réseaux ORANGE et de l'emprise du projet BHNS qui sert de plan de référence à l'établissement de cette convention.

Le déplacement des réseaux des secteurs 10 est étudié pour satisfaire aux obligations réglementaires d'établissement des réseaux d'ORANGE.

Le Maître d'œuvre de la C.A.S.A a établi les plans de synthèse des réseaux projetés avec les dévoiements rendus nécessaires sur les secteurs 10.

Ces plans ont été communiqués par envoi de courrier et CD. Suite aux différentes réunions techniques avec le concessionnaire, ces plans ont fait l'objet de modifications de la part du Maître d'œuvre de la C.A.S.A.

Ces plans sont joints en Annexe **4**

Sur la base de la superposition du plan des installations et du projet de BHNS ayant abouti au plan de synthèse des réseaux projetés, et consécutivement aux rencontres de travail avec le Maître d'œuvre de la C.A.S.A, ORANGE établira le projet de déviation et de protection de ses installations et réseaux, et le chiffrage associé.

Si des distances différentes devaient être demandées (sur profondeur, sous profondeur), par rapport au plan de Plans de dévoiements des réseaux impactés (cf. annexe 4), elles seront étudiées par ORANGE dans le cadre de la phase d'établissement du projet de dévoiement, qui statuera, dans le respect des dites obligations, sur la mise en œuvre de techniques particulières à la charge du demandeur.

Une fois que les projets de déviation et protection des installations des différents occupants auront été coordonnés, et leur principe approuvé par le Maître d'œuvre, ce dernier validera les projets des occupants (VISA) et en adressera, par notification, la version définitive sous forme infographiée (format à définir : DWG, PDF) à ORANGE.

ORANGE validera cette version définitive.

La C.A.S.A et l'occupant s'engagent à réaliser alors les travaux sur la base de ce projet selon les dispositions détaillées à l'article 6.1

ARTICLE 5 –FINANCEMENT DES ETUDES - GESTION DU PROJET

5-1 Principes de financement

La charge financière des études est prise en charge par la partie qui supporte le coût des travaux auxquels elles se rapportent.

ORANGE, en sa qualité d'occupant du domaine public routier, prendra à sa charge le coût des études uniquement suivies de travaux et pour les seuls travaux entrepris dans l'intérêt du domaine public occupé, constituant une opération d'aménagement conforme à la destination de ce domaine.

La C.A.S.A supportera financièrement les travaux de déviation des réseaux dits « d'amélioration de l'environnement et d'enjolivement » liés au projet.

En cas de modification du projet de déviation après sa validation par la C.A.S.A, les coûts d'« études » supplémentaires seront pris en charge par la C.A.S.A.

Les frais engagés par ORANGE relatifs aux coûts des études, lui seront alors intégralement remboursés par la Collectivité, dans les cas suivants :

- la C.A.S.A abandonne le projet d'aménagement des secteurs 10 du projet du BHNS.
- les travaux relatifs à l'opération d'aménagement de la C.A.S.A ne sont pas commencés dans un délai de vingt-quatre mois, à compter de la signature de la présente convention.

5-2 Résultats des études

La C.A.S.A prend en charge la réalisation, sur le périmètre de son projet, de la mise à jour du plan de synthèse des réseaux des différents occupants sur la base des informations collectées auprès d'eux. Ce plan est fourni par La C.A.S.A à chaque occupant.

La C.A.S.A supporte la charge financière de la mission de mise en cohérence des « Études » des différents occupants.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE FACTURATION - PAIEMENT

En tout état de cause, la C.A.S.A et ORANGE s'engagent à minimiser les coûts autant que possible.

Si la C.A.S.A doit prendre en charge tout ou partie des « Etudes » réalisées par ORANGE, le montant de cette prise en charge lui sera transmis sous forme de factures ou mémoire de dépenses faisant référence à la présente convention.

Les factures ne pourront être établies qu'à condition du parfait achèvement des « Etudes » dont elles font l'objet.

Le paiement devra intervenir dans les 30 jours après réception de la facture.

En cas de retard de paiement, il sera fait application des intérêts moratoires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

6.1 Travaux conformes aux études

ORANGE est informé qu'il doit se mettre en capacité de terminer ses travaux sur l'emprise considérée, conformément au planning général de l'opération du secteur 10 figurant en Annexe 2, sous réserve de la disponibilité des emprises utiles à ses travaux, de l'obtention de toutes autorisations (notamment administratives, légales et réglementaires) ou servitudes, et sauf force majeure ou intervention d'un tiers.

Ces travaux de déplacement ou de protection des réseaux établis en cohérence avec les autres occupants ont été validés par la C.A.S.A dûment représentée.

Le déplacement des réseaux du secteur 10 est étudié pour satisfaire aux obligations réglementaires d'établissement des réseaux d'Orange.

Si des distances différentes devaient être demandées (sur profondeur, sous profondeur), par rapport au plan de synthèse des réseaux annexé à la présente convention (annexe 1), elles seront étudiées par Orange qui statuera, dans le respect des dites obligations, sur la mise en œuvre de techniques particulières à la charge du demandeur

Si le demandeur est tiers à la présente convention, la C.A.S.A s'engage à faire connaître d'une part la demande à ORANGE d'autre part au demandeur qu'il assumera la prise en charge financière de cette modification.

ORANGE reste responsable du respect de toute procédure légale ou réglementaire qui lui est applicable et de l'obtention de toute autorisation nécessaire aux travaux de déplacement de réseaux et en particulier des permissions de voirie.

La C.A.S.A représentée par son Maître d'œuvre apporte son concours pour faciliter l'obtention des titres et autorisations nécessaires à la réalisation des travaux de dévoiement.

Sur la base du planning, toute modification ultérieure par la C.A.S.A, générée par une cause indépendante de ORANGE, devra faire l'objet, d'un avenant.

La C.A.S.A assumera la prise en charge financière des éventuels surcoûts liés à de telles modifications.

Toutes autres déviations, modifications ou protections de réseaux demandées en sus de celles prévues au projet tel que notifié à ORANGE par la C.A.S.A (Annexe n°4) ou en dehors du planning directeur de l'opération (Annexe n°2) feront l'objet d'un accord écrit avant l'engagement des travaux supplémentaires de génie civil pris en charge par la Collectivité et d'un avenant signé par les parties.

Si le demandeur est tiers au présent avenant, la C.A.S.A s'engage à faire connaître d'une part la demande à ORANGE d'autre part au demandeur qu'il assumera la prise en charge financière de cette modification du projet notifié.

6.2 Protection des ouvrages d'ORANGE

Chaque Maître d'ouvrage intervenant au titre de la réalisation de la ligne du BHNS fera son affaire des obligations légales et réglementaires requises au titre de la conservation des domaines publics routiers occupés dans le respect du règlement de voirie en vigueur.

Les dispositions du Code de la voirie routière s'appliqueront pour les dispositions qui n'auraient pas été prévues dans ledit règlement.

Les Maîtres d'ouvrage, les entreprises mandatées pour l'exécution des travaux de chaque maître d'ouvrage sont tenues de respecter l'ensemble des dispositions réglementaires relatives à la réalisation des travaux à proximité de certaines catégories d'ouvrages aériens et souterrains ou subaquatiques de transport ou de distribution, notamment le décret du Guichet Unique n°2010-1600 du 20 décembre 2010 et le décret DT-DICT n°2011-1241 du 5 octobre 2011, en ce qui concerne les procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT), obligations codifiées dans le Code de l'Environnement.

6.3 Autres travaux d'ORANGE

ORANGE pourra réaliser des travaux de renforcement ou de renouvellement des réseaux afin de limiter les interventions envisagées postérieurement à la réalisation du BHNS et ainsi participer à préserver le nouvel environnement.

Dans ce cas, ces adaptations ne devront pas engendrer de dérives du planning de l'opération de BHNS, et ORANGE devra mobiliser les moyens suffisants pour ce faire.

ARTICLE 7 – ROLE DES PARTIES

Pour faciliter l'exécution du présent contrat, un interlocuteur unique sera chargé d'une relation de coordination permanente, entre les différents maîtres d'ouvrage.

Chaque partie mobilise les ressources internes et met en œuvre les procédures internes propres à sa maîtrise d'ouvrage pour l'exécution de la présente convention. Le changement d'interlocuteur éventuel sera immédiatement signalé par écrit par chacune des parties.

7.1 - Cas particulier des travaux à réaliser en tranchée commune : carrefour Section 7 -Sections 10

7.1.1 — Rôle de la C.A.S.A

Dans le cadre des études du BHNS, la C.A.S.A avec son maître d'œuvre effectue les opérations suivantes :

- la synthèse des plans d'implantation des réseaux existants,
- la synthèse des projets de déviements établis par les concessionnaires,
- le planning directeur de l'opération.
- le visa des EXE réalisés par les entreprises du bus- tram

Dans le cadre des travaux, la C.A.S.A effectue avec son maître d'œuvre les prestations suivantes :

- travaux relatifs à la réalisation de la plateforme, des stations, des VRD, des OA
- les terrassements en tranchées
- la pose des ouvrages en concession
- le remblaiement de la fouille et la remise en état provisoire ou définitive des chaussées et trottoirs, conformément aux prescriptions techniques édictées par le gestionnaire du domaine public routier
- la synthèse des plans de récolement des travaux
- la fourniture des plans de récolement par report de canalisations et des ouvrages exécutés sur des plans au 1/200 et sous forme informatique, en respectant la réglementation NF S70 - 003-1 relative au géo référencement des ouvrages.

7.1.2 — Rôle de ORANGE

ORANGE, en tant que maître d'ouvrage du déplacement de ses réseaux, assure la réalisation des interventions le concernant ou les fait exécuter par les entreprises de son choix.

Il effectue notamment les opérations suivantes :

- le projet de dévoiement par ORANGE,
- la participation éventuelle aux réunions de coordination pilotées par la C.A.S.A ou ses représentants après qu'il ait été convoqué,
- la protection, câblage et raccordement des ouvrages en concession,

7.2 - Cas des travaux à réaliser en anticipé des travaux du bus tram

7.2.1 — Rôle de la C.A.S.A

Dans le cadre des études du BHNS, la C.A.S.A avec son maître d'œuvre effectue les opérations suivantes :

- la synthèse des plans d'implantation des réseaux existants,
- la synthèse des projets de déplacement des réseaux des différents occupants,
- le planning directeur de l'opération,
- le VISA des projets de dévoiements et VISA des EXE réalisés par ORANGE.

La C.A.S.A assure la maîtrise d'ouvrage déléguée des prestations énumérées ci-après

- prestations d'études et d'ingénierie
 - La coordination des travaux
 - Le Maître d'œuvre valide le projet d'Orange retenu
 - L'ordonnancement du chantier
 - La désignation d'un coordonnateur de sécurité.
 - L'installation des équipements annexes (barriérage, signalisation, balisage...)
 - Pose des installations de communications électroniques (infrastructure).
- la fourniture à ORANGE des plans de récolement par report de canalisations et des ouvrages exécutés sur des plans au 1/200 et sous forme informatique, en respectant la réglementation NF S70-003-1 relative au géo référencement des ouvrages.

7.2.2 — Rôle de ORANGE

ORANGE, en tant que maître d'ouvrage du déplacement de ses réseaux, assure la réalisation des interventions le concernant ou les fait exécuter par les entreprises de son choix.

Il effectue notamment les opérations suivantes :

- les projets de dévoiement ;
- les études d'exécution de dévoiement de ses réseaux, en intégrant les avis et visa de la MOE du bus-tram ;
- la participation éventuelle aux réunions de coordination pilotées par la C.A.S.A ou ses représentants après qu'il ait été convoqué ;

7.3 Cas des travaux à réaliser concomitamment aux travaux du bus tram après libération des emprises par les entreprises du bus-tram

7.3.1 — Rôle de la C.A.S.A

Dans le cadre des études du BHNS, la C.A.S.A avec son maître d'œuvre effectue les opérations suivantes :

- la synthèse des plans d'implantation des réseaux existants,
- la synthèse des projets de déplacement des réseaux des différents occupants,
- le planning directeur de l'opération,
- le VISA des projets de dévoiements et VISA des EXE réalisés par ORANGE.
- la fourniture, pose, protection et raccordement des ouvrages en concession ;
- le remblaiement de la fouille et la remise en état provisoire ou définitive des chaussées et trottoirs, conformément aux prescriptions techniques édictées par le gestionnaire du domaine public routier ;

- la fourniture à ORANGE des plans de récolement par report de canalisations et des ouvrages exécutés sur des plans au 1/200 et sous forme informatique, en respectant la réglementation NF S70-003-1 relative au géo référencement des ouvrages.

7.3.2 — Rôle de ORANGE

ORANGE, en tant que maître d'ouvrage du déplacement de ses réseaux, assure la réalisation des interventions le concernant ou les fait exécuter par les entreprises de son choix.

Il effectue notamment les opérations suivantes :

- les projets de dévoiement ;
- les études d'exécution de dévoiement de ses réseaux, en intégrant les avis et visas de la MOE du bus-tram ;
- la participation éventuelle aux réunions de coordination pilotées par la C.A.S.A ou ses représentants après qu'il ait été convoqué ;

ARTICLE 8 - PRESTATIONS CONCERNEES PAR LE PRESENT AVENANT N°1

Les prestations concernées par le présent avenant sont :

- les demandes d'autorisation ;
- les travaux de génie civil ;
- la surveillance des travaux et la vérification technique des ouvrages ;
- le plan de récolement après travaux, sur support informatique (format à définir DWG , PDF), précisant la position des réseaux.

ARTICLE 9 - PRINCIPE DE FINANCEMENT DES ETUDES ET DES TRAVAUX DE DEPLACEMENT DES OUVRAGES

Les principes énoncés ci-après permettent de déterminer la partie qui supporte la charge financière des « Etudes et Travaux ».

9.1 Dépenses à la charge de la C.A.S.A

La C.A.S.A supporte la charge financière de la mission de mise en cohérence des études des différents occupants évoquée à l'article 4.

En cas de modification de l'emplacement du réseau projeté après validation du projet de dévoiement par la C.A.S.A, les coûts d'« Etudes » supplémentaires seront pris en charge par la C.A.S.A.

Les déplacements, modifications ou protections d'ouvrages actuellement situés hors du domaine public routier ou en domaine privé de la C.A.S.A sont à la charge de la C.A.S.A.

Les déplacements, modifications, ou protection d'ouvrages actuellement situés en domaine privé sont à la charge de la C.A.S.A.

Les déplacements, modifications, ou protections d'ouvrages effectués à titre provisoire pour commodité de chantier sont à la charge de la C.A.S.A.

9.2 Dépenses à la charge du Concessionnaire

Le déplacement reconnu nécessaire (annexe 1) des réseaux longitudinaux et le redéploiement à profondeur et en situation adaptée des réseaux transversaux situés en domaine public routier dans l'emprise du projet BHNS et ses dépendances techniques, sous les stations d'accès des voyageurs, ou induits par la construction des ouvrages d'art, supports de plate-forme, sont à la charge de ORANGE.

A l'exception :

- Des déviations de réseaux qui seraient demandées par la C.A.S.A pour des raisons purement esthétiques;
- Des dépenses qui seraient liées à des déplacements d'ouvrage non réalisés dans l'intérêt du projet ;
- Des interruptions de chantier du fait de la C.A.S.A ayant un coût économique pour les occupants ;
- Des dépenses supplémentaires ou surcoûts qui seraient la conséquence de modifications imposées par la C.A.S.A après validation de l'étude de réalisation ou modification du planning général de l'opération (Annexe n°2). Celles-ci incluront notamment les dépenses liées au travail de nuit ou les jours chômés et tous les moyens matériels et humains supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires pour respecter le calendrier des travaux tel que fixé par le Maître d'ouvrage de l'opération ;
- Des éventuelles mesures de protection mécanique des ouvrages pendant la durée du chantier du fait de la présence d'autres intervenants, diligentés par la C.A.S.A et de la circulation d'engins lourds nécessaires au déroulement du chantier ;
- Des suppressions des réseaux abandonnés que le gestionnaire n'a pas identifié et dont le maintien ne serait pas compatible avec la réalisation des opérations. Les investigations préalables nécessaires à la suppression sont de la seule responsabilité de la C.A.S.A, qui seront intégralement pris en charge par la C.A.S.A.
- Des déplacements provisoires.

9.3 Double déplacement (à l'exclusion du provisoire)

Lorsqu'après exécution d'un premier déplacement de réseau, il sera exigé un nouveau déplacement en raison d'une modification du projet et ce pour quelque raison ou motivation que ce soit, le second déplacement sera intégralement pris en charge par la C.A.S.A.

9.4 Déplacements ou modification de réseaux à la demande d'autres occupants

Dans le cas où des travaux de déplacement d'ouvrages relevant de tiers occupants le domaine public routier obligerait ORANGE à déplacer ou à modifier ses ouvrages alors qu'ils n'étaient pas initialement impactés par le projet de BHNS, ORANGE s'engage à procéder aux travaux nécessaires dans le respect des obligations réglementaires et règles administratives, techniques et, dans la mesure du possible, de planifications établies.

Ces modifications feront l'objet d'une demande écrite du tiers auprès de la C.A.S.A et seront supportées financièrement par celle-ci.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITE - RECEPTION DES TRAVAUX

10.1 — Responsabilité

La C.A.S.A et ORANGE demeureront chacun responsables, s'agissant des travaux réalisés sous leur maîtrise d'ouvrage, du respect de la réglementation, des règles de l'art et des mesures de sécurité applicables, notamment celles de la réglementation relative aux travaux exécutés à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution. Ils demeureront également responsables de la mise en œuvre des garanties contractuelles afférentes à ces mêmes travaux, quelle que soit la participation financière de chacun.

10.2 – Réception des travaux

A l'achèvement des travaux relevant de sa Maitrise d'Ouvrage, ORANGE effectuera les opérations préalables à la réception de ses ouvrages.

Dans le cas des travaux de dévoiements réalisés par les entreprises de travaux du bus-tram, la réception des travaux sera assurée par ORANGE.

Les documents de récolement visés à l'article 8.3 seront adressés par la C.A.S.A à ORANGE pour des travaux réalisés, dans un délai de un mois suivant l'achèvement des travaux.

ORANGE préviendra LA C.A.S.A en cas d'écart par rapport aux projets de dévoiement validés par la C.A.S.A en phase étude dans un délai de un mois à compter de la réception des documents de récolement visés à l'article 7.3. Les travaux devront alors être réalisés en conformité par rapport au projet initial.

10.3 - Documents de récolement

Les documents de récolement devront impérativement respecter la réglementation en vigueur NF S70-003-1 relative au géo référencement des ouvrages.

ORANGE s'interdit de les communiquer à tout tiers pour un objet autre que la réalisation du projet BHNS sans l'accord formel la C.A.S.A.

En cas de non-respect de cette stipulation, LA C.A.S.A se réserve la faculté de rechercher la responsabilité de ORANGE.

10.4 – Assurances

ORANGE déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et à la C.A.S.A par une assurance de responsabilité civile et professionnelle aussi bien pendant les travaux de déviation des réseaux qu'après intervention.

ARTICLE 11 - REFECTIONS DE VOIRIES

Le planning des travaux doit permettre de viser à une gestion optimale des temps et délais d'intervention - simultanée ou successive - des occupants sur une même voie.

En cas d'intervention anticipée aux travaux du BHNS (cf article 5.2) ORANGE effectuera la réfection de chaussées afférentes aux travaux ORANGE, dans le respect des prescriptions techniques établies par le gestionnaire de la voie.

ARTICLE 12 - ABANDON OU MODIFICATION DU PROJET

Dans l'hypothèse où la C.A.S.A déciderait pour quelque raison que ce soit de ne pas poursuivre le projet de création du BHNS, les frais engagés par ORANGE comprenant les frais d'études et de travaux de modification des réseaux de communications électroniques et de leurs accessoires lui seront intégralement remboursés par la C.A.S.A, sur la base d'un relevé justifié des dépenses.

En cas de modification du projet ou d'aléas nécessitant des études supplémentaires, celles-ci seront prises en compte par voie d'avenant conformément aux dispositions de l'article 4.

Les surcoûts engendrés par de telles modifications, indépendantes de ORANGE, sont supportées par la C.A.S.A.

En tout état de cause, la C.A.S.A et ORANGE s'engagent à minimiser les coûts autant que possible et à respecter l'enveloppe financière prévisionnelle.

ARTICLE 13 - CONDITIONS D'ENGAGEMENT DE COMMANDE

Pour les travaux relevant uniquement de la charge C.A.S.A (article 7.1), le concessionnaire émettra des devis, en référence au présent avenant.

ARTICLE 14 - CONDITIONS DE FACTURATION - PAIEMENT

ORANGE s'engage à financer les travaux prévus à l'annexe n°1 pour un montant maximum de 87 015,00 € HT.

Les éventuels dépassements, s'ils émanent de besoins nouveaux à la demande de ORANGE seront à sa charge.

Les mémoires de dépense présentés à l'attention de ORANGE devront être adressés (1 exemplaire original) à l'adresse suivante :

ORANGE – UPR Sud Est
Buoparc Bâtiment H
18-24, rue Jacques Réattu
CS 30084
13275 Marseille Cedex 09

Si la C.A.S.A doit prendre en charge tout ou partie des Etudes et Travaux réalisés par ORANGE, le montant de cette prise en charge lui sera transmis sous forme de mémoire de dépenses faisant référence au présent avenant.

Le cas échéant, une demande d'indemnisation à la C.A.S.A pour les prestations effectuées pour le compte de ORANGE par un tiers, sera faite sur la base des seules dépenses supportées par ORANGE, majoré des frais de gestion de ORANGE.

Les mémoires de dépenses présentées à l'attention de la C.A.S.A devront être adressées (1 exemplaire original) à l'adresse suivante :

C.A.S.A
POLE INFRASTRUCTURES MOBILITE
« Les Genêts »
449, route des Crêtes – BP 43 - 06901 Sophia Antipolis Cedex

Les mémoires de dépenses seront établies à l'achèvement des travaux dont elles font l'objet. Elles devront être accompagnées d'une pièce justifiant si nécessaire le surcoût occasionné à ORANGE. Les justificatifs des dépenses réellement acquittées seront joints à la facture.

Le paiement devra intervenir dans les 30 jours après réception des mémoires de dépenses.

En cas de retard de paiement, il sera fait application des intérêts moratoires dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les remboursements correspondants aux mémoires de dépenses ne sont pas assujettis à la TVA.

ARTICLE 15 - PROPRIETE DES OUVRAGES – UTILISATION ULTERIEURE

15-1 Propriété du génie civil

A compter de la date de réception sans réserve mentionnée sur le procès-verbal de réception, Les installations de communications électroniques déplacées sur le domaine public sont la propriété d'ORANGE qui en assure l'exploitation et la maintenance.

A ce titre ORANGE effectuera le paiement de la redevance d'occupation du domaine public routier au gestionnaire concerné.

15-2 Propriété du câblage

ORANGE est propriétaire du câblage et à ce titre en assume l'exploitation et la maintenance.

ARTICLE 16- DUREE DE L'AVENANT N°1

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la C.A.S.A à ORANGE, et jusqu'au traitement des dispositions techniques et financières qui y sont prévues.

ARTICLE 17 - LITIGES - REGLEMENTS DES DIFFERENDS

Les parties s'accordent à ce que tout litige ou différend sur l'interprétation ou la mise en œuvre du présent avenant devra faire l'objet préalable d'une tentative de conciliation.

Cette conciliation devra être engagée par la partie la plus diligente dans le mois qui suit la connaissance du litige ou du différend confirmé par LRAR à l'autre partie.

A l'issue d'un délai de trois mois à compter de la mise en œuvre de la conciliation et constatant son échec, chacune des parties pourra saisir le juge administratif territorialement compétent.

ARTICLE 18 - ELECTION DE DOMICILE

Pour la bonne application du présent avenant, chacune des parties fait élection de domicile à :

- Pour la C.A.S.A :

C.A.S.A,
Les Genêts
449 route des Crêtes
06901 Sophia Antipolis Cedex

Pour ORANGE :

ORANGE – UPR Sud Est
18-24, rue Jacques Réattu
CS 30084
13275 Marseille Cedex 09

ARTICLE 19— DOCUMENTS ANNEXES A L'AVENANT N°1

Annexe I : Synthèse déviation secteur 10

Annexe 2 : Planning de l'opération BHNS Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris

Annexe 3 : Périmètre de l'opération BHNS Antibes, Biot, Valbonne et Vallauris du secteur 10

Annexe 4 : Plan de synthèse des réseaux projetés des secteurs 10 partielle

Fait à ,

le,

en trois exemplaires originaux.

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis
Le Président,

Pour ORANGE,
La Directrice de l'Unité de Pilotage Réseau
Sud Est

Jean LEONETTI

Nejma OUADI




ANNEXE 1 : SYNTHESE SUITE A ANALYSE DES IMPACTS IDENTIFIES DE L'OPERATEUR ORANGE sur BUS TRAM du secteur 10

Maitre d'Ouvrage	Date d'échéance Travaux	Financement	Type de Marché	Désignation	Dimension	type de travaux	longueur en ml	Prix unitaire €/ml	Coût estimé en € (H.T.)
ORANGE	Génie civil à faire entre fin avril et fin mai 2018	ORANGE	Marché lot 6 - TX VRD /Cistes	Section 10.1 : Dégagement d'emprise de la voie Bustram entre rue Laugier et Cistes raccordement nouvelle voie Alisiers	3 Ø 60 + 4 Ø 42/45	Dévolement propre	240,00	177,50	42 600,00
ORANGE	Génie civil à faire entre début juin à fin 2018	ORANGE	Marché lot 6 - TX VRD /Cistes	Section 10.2 : Dégagement d'emprise de la voie Bustram entre rue Alisiers et Cistes raccordement Hexagone	3 Ø 60 + 4 Ø 42/45	Dévolement propre	270,00	164,50	44 415,00



Prix unitaire: le prix unitaire est estimé avec marche du lot n°6 (estimation de la MOE, y compris 10% aléas + 24% de Frais généraux)

La réalisation du BUS TRAM ANTIBES SOPHIA ANTIPOLIS se déroulera selon la phasage suivant :

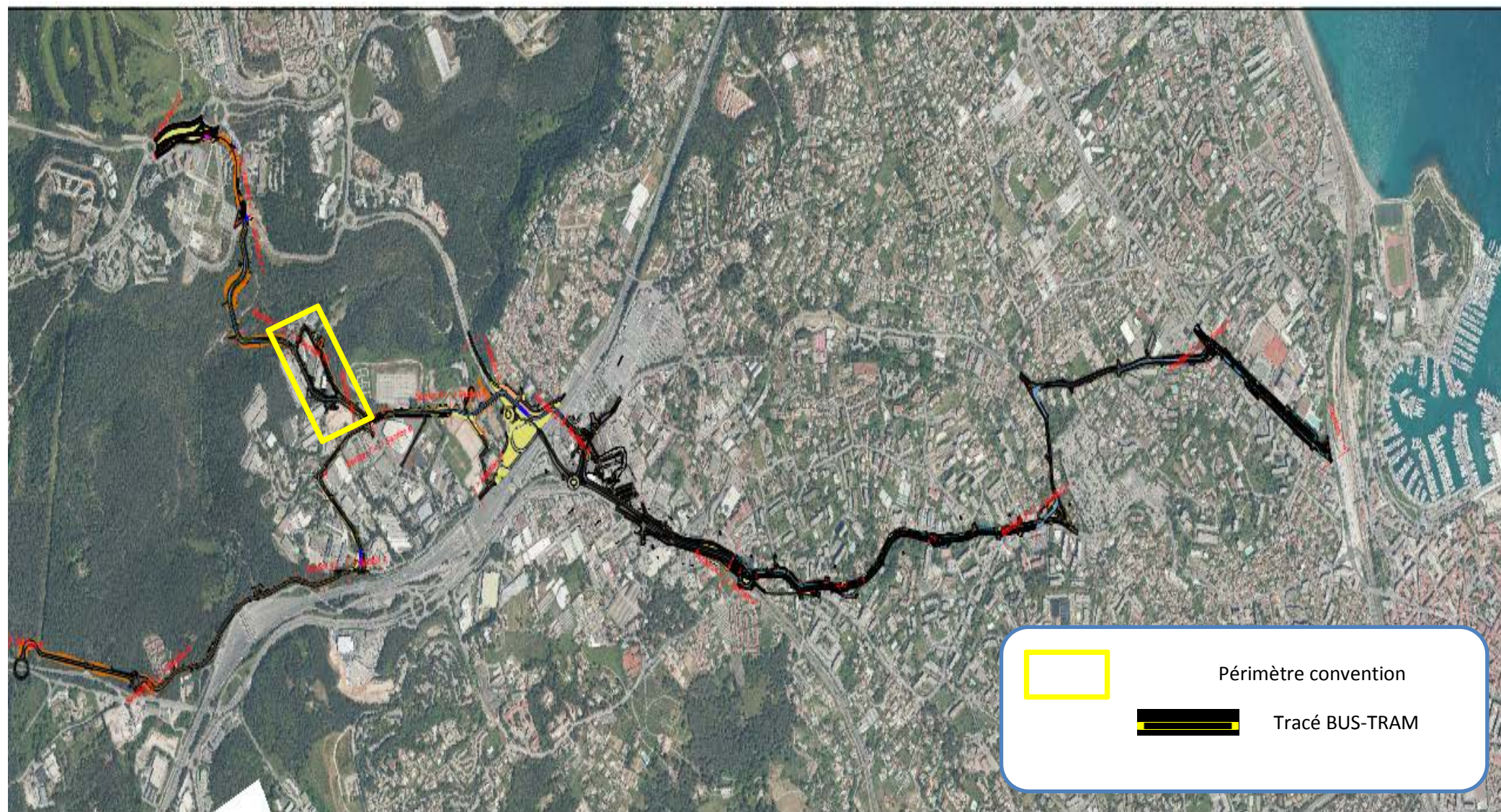
Pour la CASA :

-  Démarrage de la section 10 : Démarrage des travaux en janvier 2018 par la Maitrise d'Ouvrage,
-  Dévoisement des réseaux ORANGE à partir d'avril 2018 – mai 2018 au niveau de la partie haute de la S10-1, dans le cadre de sa maitrise d'Ouvrage Déléguée,
-  Dévoisement des réseaux ORANGE à partir de juin 2018 – à fin d'année 2018 au niveau de la partie basse de la S10-2, avant station Cistes jusqu'à Alisiers, dans le cadre de sa maitrise d'Ouvrage Déléguée,

Pour ORANGE :

-  Libération des emprises du secteur 10 par ORANGE et Travaux de câblage à prévoir par ORANGE à partir de mai 2018 au niveau de la partie haute de la S10-1,
-  Libération des emprises du secteur 10 par ORANGE et Travaux de câblage à prévoir par ORANGE à partir de juillet 2018 au niveau de la partie haute de la S10-2.

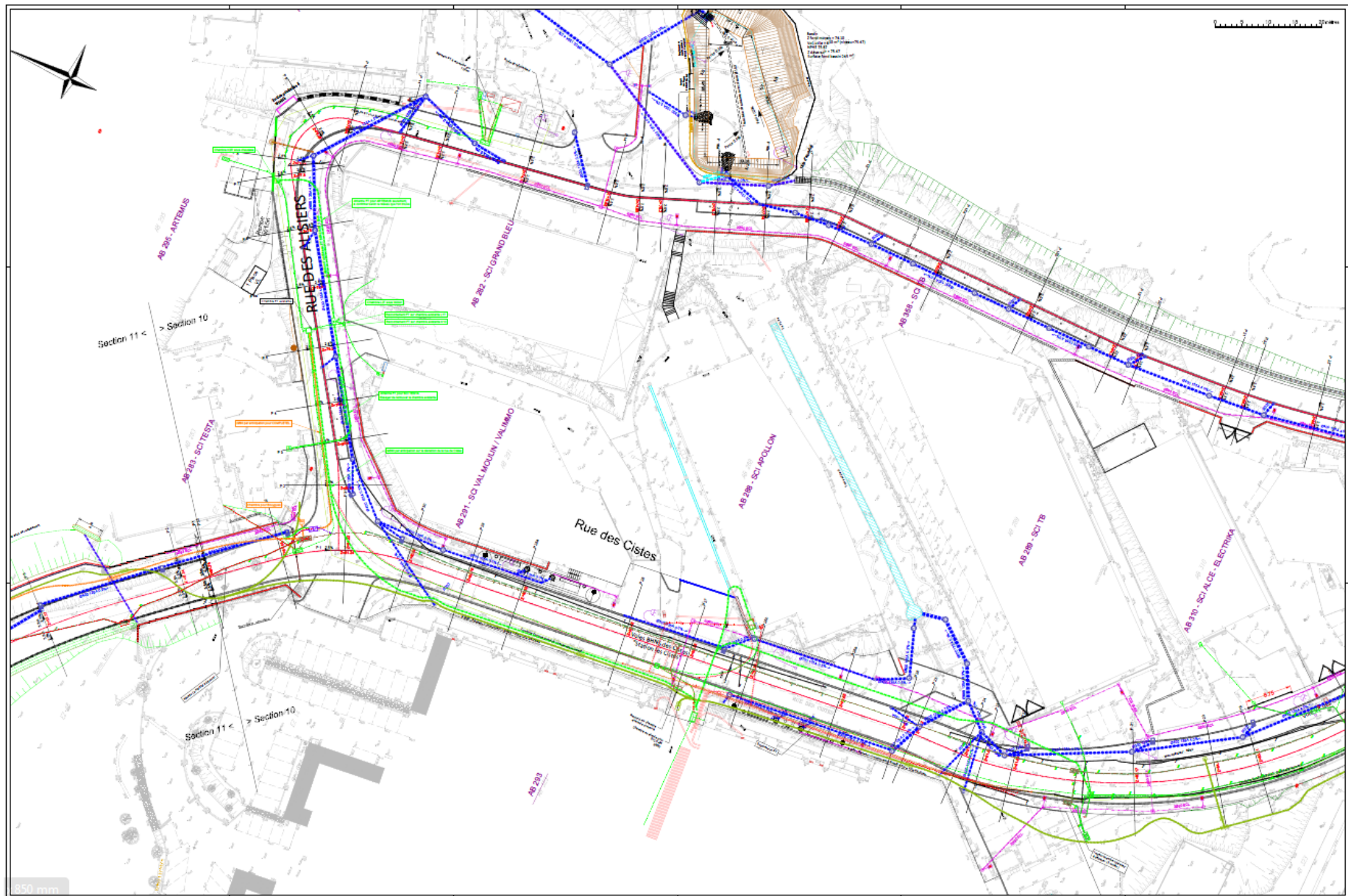
ANNEXE 4 : PERIMETRE DE L'OPERATION SECTEUR 10




Liste des plans :

MOEG_OPC_PLA_TEL_S10_107_V2_A_S10-1 Plan FT CABLE Cistes

MOEG_OPC_PLA_TEL_S10_207_V1_A_S10-2 Plan FT CABLE Cistes





BUS // TRAM

Antibes <> Sophia

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SOPHIA ANTIPOLIS

Mission CPC Réseaux

Section 10
Les Cistes

S10-2

Plan des réseaux existants et
des projets de déviation des réseaux Télécoms

Échelle: 1:500

Tranche	Commune	Parcelles	Surface (m²)	Volume (m³)
1	Antibes	100	10000	10000
2	Sophia Antipolis	200	20000	20000
3	Valbonne	300	30000	30000
4	La Seyne-sur-Mer	400	40000	40000
5	Grasse	500	50000	50000
6	St-Jean-Cap-Ferrat	600	60000	60000
7	Roquefort-les-Pins	700	70000	70000
8	St-Jean-la-Pine	800	80000	80000
9	St-Jean-Cap-Ferrat	900	90000	90000
10	St-Jean-Cap-Ferrat	1000	100000	100000

Antibes

Sophia Antipolis

Grasse

St-Jean-Cap-Ferrat

Résumé		Détail		Total	
Tranche	Commune	Parcelles	Surface (m²)	Volume (m³)	Surface (m²)
1	Antibes	100	10000	10000	10000
2	Sophia Antipolis	200	20000	20000	20000
3	Valbonne	300	30000	30000	30000
4	La Seyne-sur-Mer	400	40000	40000	40000
5	Grasse	500	50000	50000	50000
6	St-Jean-Cap-Ferrat	600	60000	60000	60000
7	Roquefort-les-Pins	700	70000	70000	70000
8	St-Jean-la-Pine	800	80000	80000	80000
9	St-Jean-Cap-Ferrat	900	90000	90000	90000
10	St-Jean-Cap-Ferrat	1000	100000	100000	100000

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 12/03/2018
Numéro : BC_2018_063
Nature : DE - Deliberations
Objet : Etudes et réalisations de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec Orange - Avenant n.1 à la convention
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 01e4pVs

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/03/2018
Identifiant : 006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE

Acte reçu

Date : 12/03/2018
Numéro interne : BC_2018_063
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Etudes et réalisations de déviations et protection des installations et réseaux enterrés avec Orange - Avenant n.1 à la convention
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 5

99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_2.PDF
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_3.PDF
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_4.PDF
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_5.PDF
99_DE-006-240600585-20180312-BC_2018_063-DE-1-1_6.PDF

N